



REPUBLIQUE DU BENIN



MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA  
RECHERCHE SCIENTIFIQUE

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI  
(UAC)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION  
(FASEG)

*Mémoire de Licence Professionnelle  
es-sciences Economiques*

OPTION : ECONOMIE

SPECIALITE : Economie Appliquée

THEME :

**Production industrielle et croissance  
économique au Bénin**

Réalisé et présenté par :

Kossi Jacques Norbert GBENYEDJI  
&  
Victor Oyédé BAKOLE

Sous la Direction de :

Dr Alain BABATOUNDE  
Enseignant chercheur à la  
FASEG(UAC)

*Année académique : 2015-2016*

## AVERTISSEMENT

La Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université d'Abomey-Calavi n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les mémoires. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

## **DEDICACE**

Nous dédions ce travail de fin de formation à vous nos parents. C'est le moment idéal pour vous témoigner notre profonde gratitude.

## REMERCIEMENT

Nous adressons nos sincères remerciements et gratitude à l'endroit :

- De notre maitre mémoire, Docteur Alain BABATOUNDE, enseignant chercheur à la FASEG/UAC pour avoir répondu favorablement à notre sollicitation et pour sa disponibilité permanente malgré ses occupations ;
- Aux enseignants de la FASEG/UAC d'avoir cru en nous et de nous avoir guidé tout au long de ce travail ;
- Tout le personnel administratif de la FASEG pour leurs précieuses contributions à notre formation ;
- A tous les membres du jury pour l'honneur qu'ils nous font en acceptant d'apprécier ce travail ;
- A tout le personnel de la Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE), plus particulièrement le Directeur Général ;
- Aux camarades de la Licence 3-Economie Appliquée pour leurs relations plus que cordiales.

**SOMMAIRE**

INTRODUCTION..... 1

CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE, ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL ..... 3

    SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE ..... 4

    SECTION 2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE..... 13

CHAPITRE 2 : PRESENTATION, INTERPRETATION DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS ..... 28

    SECTION 1 : RESULTATS : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION..... 29

    SECTION 2 : LIMITES ET RECOMMANDATIONS..... 45

CONCLUSION ..... 47

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES ..... 48

ANNEXES ..... 49

TABLE DES MATIERES ..... 58

## **LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES**

### **LISTE DES TABLEAUX**

Tableau 1 : Signe attendu des paramètres des variables.....	23
Tableau 2 : Test ADF en niveau des variables .....	40
Tableau 3 : Test ADF en différence première .....	41
Tableau 4 : Résultat d'estimation du modèle du long terme .....	41
Tableau 5 : Résultat d'estimation du modèle de court terme .....	42

### **LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique 1 : Evolution du Produit Intérieur Brut(PIB) en milliards de dollars de la période 1981-2014 au Bénin .....	34
Graphique 2 : Evolution de la production du secteur industriel en millions de dollars de la période 1981-2014 au Bénin. ....	35
Graphique 3 : Etude comparée de l'évolution de la production du SI et du PIB de 1981-2014 au Bénin. ....	36
Graphique 4 : Etude comparée de l'évolution de la production du SI et de la Formation Brute du capital(FBC). ....	37
Graphique 5 : Etude comparée de l'évolution de la production du SI et de l'importation de marchandises(IM) de 1981-2014 au Bénin.....	38
Graphique 6 : Etude comparée de l'évolution de la production du SI et des Investissements Directs Etrangers(IDE) .....	39

## LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS

<b>ACP-UE</b>	: Afrique Caraïbe Pacifique-Union Européenne
<b>ADF</b>	: Augmented Dickey-Fuller
<b>CEDEAO</b>	: Communauté Economique Des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>CUSUM</b>	: Cumulative SUM
<b>DGAE</b>	: Direction Générale des Affaires Economiques
<b>ECM</b>	: Error Correction Model
<b>FASEG</b>	: Faculté des Sciences Economiques et de Gestion
<b>FBC</b>	: Formation Brute du Capital
<b>IMP</b>	: Importation de marchandises
<b>MCO</b>	: Moindre Carré Ordinaire
<b>OMD</b>	: Objectif du Millénaire pour le Développement
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>SQ</b>	: Square
<b>UAC</b>	: Université d’Abomey-Calavi
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

## **RESUME**

Ce mémoire a pour objectif principal de déterminer les facteurs qui expliquent la faible participation du secteur industriel à la croissance économique béninoise. En effet, nous avons adopté une méthodologie qui consiste à mettre en évidence les différentes variables retenues pour l'étude afin d'identifier celles qui ont un effet négatif sur la production industrielle au Bénin.

L'analyse des résultats du modèle révèle que les importations de marchandises et les investissements directs étrangers influencent négativement la production industrielle béninoise. Le coefficient associé aux importations de marchandises est non significatif à court terme et à long terme. Par contre le coefficient associé aux investissements directs étrangers est non significatif à court terme mais significatif à long terme. Cela s'explique par le fait que les investissements directs étrangers sont généralement des investissements de long terme. En outre la formation brute du capital fixe a un effet positif sur la production du secteur industriel.

## **ABSTRACT**

This memory has as main objective to determine the factors that explain the low participation of the industrial sector in Benin's economic growth. In fact, we adopted a methodology that is to highlight the different variables selected for the study in order to identify those that have a negative effect on industrial production in Benin.

Analysis of the results of the model reveals that imports of goods and foreign direct investment negatively affect Benin's industrial production. The coefficient associated with merchandise imports is not significant in the short term and long term. As against the coefficient associated with foreign direct investment is not significant in the short term but long term significant. This is explained by the fact that foreign direct investments are generally long-term investments. Also gross fixed capital formation has a positive effect on the production of industrial sector.

## **INTRODUCTION**

Le Bénin, comme la plupart des pays en développement est confronté à l'épineuse question de chômage, de la pauvreté qui ne cesse de prendre de l'ampleur malgré les diverses mesures mises en œuvre pour les éradiquer. Il présente donc des conditions socio-économiques suffisamment dégradées et défavorables à l'épanouissement de la population. Soucieux de cette situation, les dirigeants politiques tentent aussi bien au niveau national que régional de trouver des approches de solution pour atténuer ce phénomène. Ainsi, suite à la période d'instabilité politique plongeant le pays sous une crise sans précédent en 1980, le Bénin avec l'appui d'institutions internationales a mis en place un vaste programme de réforme visant la stabilisation, la libéralisation de l'économie et une bonne intégration de l'économie régionale et mondiale. Ensuite, au cours de la décennie 1990, le Bénin, en vue de développer son secteur industriel, a favorisé un climat plus ou moins attractif pour l'investissement à travers la constitution du 11 décembre 1990 qui a consacré les droits de libre établissement sans distinction de nationalité et principe du traitement national en matière d'investissement. C'est dans cette optique de réduction de la pauvreté qu'a été envisagée la mise en place des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui entre en ligne pour la réduction de la pauvreté.

Malgré ces efforts, le Bénin enregistre des performances peu satisfaisantes en matière de production industrielle. En effet, on constate que durant la période 1981-2014, la production industrielle contribue au maximum à 25% au PIB.

Nul ne peut parler de croissance économique d'un pays sans passer par son développement industriel. C'est pourquoi les différentes stratégies de réduction de la pauvreté doivent recourir à des interventions sur le secteur industriel en vue d'avoir une croissance économique nécessaire pour le bien-être social. Les initiatives privées doivent être encouragées afin d'accélérer le rythme de la croissance et de parvenir sur une durée raisonnable à l'amélioration de vie de la

population. L'industrie joue donc un rôle capital non seulement dans la croissance mais aussi dans la création de l'emploi. Il mérite donc une étude approfondie de manière à apprécier sa dynamique dans le PIB et à déterminer les facteurs qui l'explique. C'est ainsi que nous nous proposons de travailler sur le thème : « Production industrielle et croissance économique au Bénin ».

La présente étude s'inscrit dans le cadre de notre mémoire de fin de formation en licence de sciences économiques à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) à l'Université d'Abomey-Calavi (UAC). Il se propose donc d'apporter sur le plan pratique une lumière quant à l'importance du secteur industriel en matière de croissance économique conformément aux considérations théoriques et empiriques de l'économie.

Notre mémoire s'inscrit bien dans cet ordre d'idée et est structuré en deux chapitres : le premier dresse le cadre théorique, méthodologique, organisationnel et institutionnel de l'étude ; et le second montre la contribution du secteur industriel dans la croissance économique et s'appuie sur une approche économétrique pour déterminer les facteurs qui expliquent ce secteur.

**CHAPITRE 1 :**  
**CADRE THEORIQUE, ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL**

## **SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE**

Cette section s'oriente vers deux paragraphes ; le premier parle du cadre de l'étude et des activités du stage, le second comporte la problématique, les objectifs et les hypothèses de l'étude.

### **PARAGRAPHE 1 : PRÉSENTATION DU CADRE DE L'ÉTUDE ET ACTIVITÉS DE STAGE**

#### **A- Localisation et organisation**

Cette partie s'articule autour de deux axes ; la localisation et l'organisation de la structure de stage.

##### **1- Localisation**

Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret N° 2005-110 du 11 Mars 2005 portant Attribution, Organisation et Financement du Ministère des Finances et de l'Economie, la Direction Générale Economique (DGE) l'actuel Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE), du Ministère de l'Economie et des Finances (MEF) est chargé de:

- proposer des mesures de politiques économiques et financiers à court, moyen et long terme au gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macroéconomique et de suivre leur mise en œuvre ;
- élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurances, sur la promotion du marché national d'assurance et de veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance ;
- proposer et suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du gouvernement et de veiller à la mise en œuvre des

mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale

- préparer et conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

## **2- Structure organisationnelle**

La Direction Générale des Affaires Economiques (DGAE) comprend la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC), la Direction des Assurances (DA), la Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat (DGCE), la Direction de l'Intégration Régionale (DIR), la Direction de la Promotion Economique (DPE) ; outre ces directions, il est rattaché à la DGAE, le secrétariat permanent du Comité National et Politique Economique (CNPE) et la Cellule de Veille Economique et Financier (CVEF). La Direction dispose également d'un Secrétariat Particulier (SP), d'un Service Administratif et Financier (SAF), d'un Service Informatique (SI) et d'un Service chargé de la Coordination des Réformes Economiques (SCRE).

### **a- Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC)**

Elle a pour mission de:

- proposer et de mettre en œuvre une stratégie nationale ;
- faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long terme sur les agrégats macroéconomiques et monétaires ;

- participer à l'élaboration, à l'analyse et à la prévision des agrégats macroéconomiques et monétaires ;
- établir les prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques ;
- alerter les autorités sur les impacts économiques liés aux modifications brutales de l'environnement sous régional, régional et international ;
- suivre l'élaboration, l'analyse et la projection de la balance des paiements ;
- procéder à des études et recherches sectorielles et macroéconomiques permettant une meilleure connaissance de l'économie nationale en liaison avec les autres départements ministériels ou institutions.

#### **b- Direction des Assurances (DA)**

Elle a pour mission, l'examen de différentes questions d'assurance. A ce titre, elle est chargée :

- de la conception, de la surveillance, de l'application et de la réglementation nationale en matière d'assurance ;
- de l'étude et de la proposition au Gouvernement de toutes mesures susceptibles, d'assurer et de parfaire la promotion du marché national des assurances ;
- du suivi du déroulement du règlement à l'amiable des litiges nés sur le marché entre assureur et/ou intermédiaire d'une part, entre assureur, assuré et bénéficiaire des contrats d'autre part, qui lui sont soumis ;
- de la Gestion du Centre Professionnel de Formation en Assurance (CPFA) du Bénin ;
- de la mise en œuvre de la tutelle du Ministre chargé des Finances sur le secteur des assurances en exerçant le contrôle d'Etat sur les compagnies

d'assurances, sur les intermédiaires et autres experts opérant sur le territoire national en vue de:

- sauvegarder les intérêts des assurés-souscripteurs et bénéficiaires de contrat d'assurance et de capitalisation notamment en veillant au caractère licite des contrats d'assurance et à la bonne tenue de la comptabilité des opérations d'assurance ;
- protéger l'épargne publique en veillant à la stricte application des placements de valeur certaine
- inciter le secteur des assurances à accroître sa participation au développement par l'augmentation de ses investissements dans les secteurs prioritaires.

**c- Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat  
(DGCE)**

Elle est chargée de :

- apprécier l'efficacité de la gestion des entreprises publiques et semi-publiques par rapport au nombre gestion arrêtées à l'échelon national ou international ;
- formuler toute proposition ou recommandation de nature à améliorer la gestion administrative, financière et comptable des Sociétés d'Etat de offices ;
- instituer en rapport avec les ministères et autorités de tutelle des entreprises publiques et semi-publique un système d'information et de documentation sur la gestion des dites entreprises ;
- faire procéder par les ministères et autorités de tutelle au redressement et correction découlant des résultats de contrôle de gestion ;
- assurer une assistance aux entreprises publiques pour le compte de l'Etat et du gouvernement ;

- préparer et d'assurer l'exécution du programme de privatisation, en collaboration avec la Commission Technique de Dénationalisation ;
- examiner toutes autres questions en rapport avec l'avis des entreprises publiques et semi-publiques et faire des propositions au ministre des Finances et de l'Economie.

#### **d- Direction de l'Intégration Régionale (DIR)**

Elle est chargée de la:

- proposition et de l'exécution de la stratégie du gouvernement en matière d'intégration régionale ;
- fonctions d'antenne nationale de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et de tous les autres organismes d'intégration régionale d'une part, et de celle de courroie de transmission entre leurs organes exécutif et les Administrations de la République du Bénin d'autre part ;
- réflexion sur les voies et moyens pour accélérer le processus d'intégration économique ;
- définition et de la mise en œuvre des actions requises en vue de tirer les avantages liés à l'appartenance du Bénin aux organismes d'intégration économique régionale ;
- De l'analyse des répercussions des activités des différents secteurs de la vie économique sur les actions, projets et programmes communautaires et vice versa ;
- animation, avec les autres structures chargées des questions d'intégration, de la Commission Nationale d'Intégration Economique dont elle assure le Secrétariat Permanent.

#### **e- Direction de la Promotion Economique (DPE)**

Elle est chargée de :

- analyser l'évolution de l'environnement des entreprises sur le territoire national et proposer des solutions relatives ;
- procéder à l'étude des doléances formulées par les opérateurs économiques à l'endroit du Ministre des Finances et de l'Economie et de formuler des propositions à lui soumettre ;
- contribuer à la diffusion des décisions et actions ayant des implications sur l'activité des entreprises ;
- appeler l'attention du Ministre des Finances et de l'Economie sur les faits susceptibles de perturber l'activité économique ou de ralentir l'investissement privé ;
- étudier le contenu des Accords que le Bénin pourrait être a igné dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et des conventions ACP-UE et participer à la survie de leur mise en application en collaboration avec les ministères concernés.

### **B- Déroulement du stage**

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la DGAE, précisément au niveau de la Cellule de Veille Economique et Financière (CVEF) sur une période de trois mois. Conformément aux dispositions de l'article 56 du Décret N°2005-110 du 11 Mars 2005 portant attributions, organisation et fonctionnement du Ministère des Finances et de l'Economie, la Cellule de Veille Economique et Financière a pour mission de :

- analyser les politiques économiques, budgétaires et financières qui sont menées dans les pays de la sous-région ;
- examiner l'évolution de l'environnement national, régional et international ;
- mettre en exergue les menaces stratégiques pour le Bénin ;

- procéder aux études spécifiques permettant de proposer des mesures ou des actions propres à endiguer ces menaces ;
- identifier les opportunités qu'offrent l'environnement et de proposer des mesures ou des actions permettant de les saisir.

En somme, les activités de notre stage sont basées essentiellement sur les missions de la dite cellule.

## **PARAGRAPHE 2 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES**

### **A- Problématique et intérêt de l'étude**

Pendant toute la décennie de 1970 et surtout de 1980, le Bénin a été durement ébranlé par de profondes crises économiques<sup>1</sup>. Le pays a connu des déséquilibres internes et externes dans plusieurs domaines qui se sont traduits par un ralentissement de la croissance du PIB et une détérioration des infrastructures socio-économiques. Les différentes réformes entreprises par le gouvernement ont permis au pays de connaître des taux de croissance relativement élevés, soit 4,8% pendant la période 1990-2003 contre 2,3% de l'Afrique subsaharienne. Ces performances sont dues à la hausse des investissements mais aussi à l'accroissement de la productivité totale des facteurs. Mais, très affecté par la crise économique mondiale, il a vu son taux de croissance divisé par deux : de 5% en 2008 à 2,7% en 2009 et 2,6% en 2010<sup>2</sup>. Après ce ralentissement, le Bénin a connu une reprise modérée de 3,5% en 2011 à 6% en 2016<sup>3</sup>. Particulièrement en 2012 le PIB du pays est de 7,521 milliards de dollars soit un apport de 35,9% de l'agriculture, 6,4% de l'industrie et 57,7% des services<sup>4</sup>. Le secteur industriel reste alors le maillon faible de l'économie béninoise. L'économie béninoise pouvait donc émerger si l'industrie jouait sa participation comme dans l'économie des pays industrialisés.

Pour ces derniers, le processus d'industrialisation se développa à partir de la moitié du 19<sup>e</sup> siècle et durant le 20<sup>e</sup> siècle de manière régulière et massive. Il naît

en Europe occidentale pour gagner le continent américain, et l'Asie. On entre rapidement surtout à partir des années 1950, dans une consommation de masse favorisée par l'élévation du niveau de vie. Cette industrialisation a été le principal moteur de la croissance économique de ces continents.

Tenant compte de cette réalité, tous les pays du sud et en particulier le Bénin, face aux défis de relance de leurs économies ont commencé par orienter quelques de leurs politiques vers le secteur industriel. Cependant, les gouvernements qui se sont succédés à la tête du pays après son indépendance ont mis en œuvre plusieurs approches de développement industriel traduisant les unes comme les autres l'importance accordée à ce secteur. C'est ainsi qu'au cours de la période allant de 1972 à 1988, l'Etat a accordé à ce secteur, considéré comme l'une des grandes priorités nationales, de lourds investissements d'un montant de plus de 150 Milliards de Francs CFA (les entreprises industrielles au Bénin : rapport thématique, Juin 2010). Dans le même temps, d'importantes ressources ont été allouées pour le renforcement des capacités dans ce secteur, notamment à travers un programme ambitieux de valorisation du capital humain. Par ailleurs, en 1999 il a été opté pour la création d'une zone franche industrielle avec tous les avantages douaniers et fiscaux qu'elle offre.<sup>1</sup>

Néanmoins, le niveau de l'industrie béninoise reste encore faible voire embryonnaire ; une participation de 15,21% et de 15,07% respectivement en 2010 et 2011 à la production nationale (INSAE Bénin). Mise à part les quelques usines de transformation sommaire, l'industrialisation du Bénin a encore du chemin à faire où presque tout vient de l'extérieur et prêt à être consommé. La principale culture d'exportation, le coton n'est transformé qu'à 10% de la

---

<sup>1</sup> Banque mondiale

<sup>2</sup> FMI 2010 article IV

<sup>3</sup> Source : ministère de l'économie français

<sup>4</sup> sources : <https://www.cia.gov/library/publications/world-factbook/geos/bn.html>

production nationale (420000 tonnes en 2002). En dehors du complexe textile du Bénin(Coteb) à Parakou et la société industrielle des textiles(Sitex) de Lokossa, la cimenterie d'Onigbolo, la Cobemag, la Sodeco, le pays ne dispose pas véritablement d'un secteur industriel viable à même de booster l'économie. Un secteur dont la contribution au PIB ne dépasse guère 6,4% en 2012.

Conscient de l'importance de l'industrie dans la création de richesse, il paraît nécessaire de poser la question suivante : quels sont les facteurs qui expliquent la faible participation du secteur industriel à la croissance économique béninoise? Autrement dit :

- Quelle est la part de l'industrie dans la croissance économique du Bénin ?
- Quels sont les principaux déterminants de la faible contribution de l'industrie à la croissance économique béninoise ?

## **B- Objectif général et objectifs spécifiques**

### **1- Objectif général**

L'objectif général de cette étude est de déterminer les facteurs qui expliquent la faible participation du secteur industriel à la croissance économique béninoise.

### **2- Objectifs spécifiques**

Les objectifs spécifiques liés à cet objectif général sont de deux ordres :

**Objectif spécifique 1** : Analyser la contribution du secteur industriel à la croissance économique béninoise.

**Objectif spécifique 2** : Analyser l'effet de l'importation de marchandises sur la production industrielle.

## **C- Hypothèses**

**Hypothèse 1 :** Le secteur industriel contribue faiblement à la croissance économique au Bénin.

**Hypothèse 2 :** Les importations de marchandises ont un effet négatif sur la production industrielle.

## **SECTION 2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE**

### **PARAGRAPHE 1 : REVUE DE LITTÉRATURE**

Dans l'analyse économique, la croissance économique désigne, selon Perroux (1961), l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longue d'un indicateur de dimension, pour une nation le produit global net en terme réel. On limite généralement la notion de croissance à des critères uniquement quantitatifs. Toute fois on peut noter avec Perroux, cité par Nezeys (1990) que la croissance accompagne le changement dans la structure économique et sociale. Elle peut donc ainsi contribuer à une amélioration du niveau de vie.

L'analyse de la croissance occupe une place importante déjà dans les questions que se posent les économistes : Adam Smith, Thomas Malthus, David Ricardo, Karl Marx, J.A Schumpeter, et autres. Ces auteurs ont assisté à la révolution industrielle et se sont intéressés de très près à ses conséquences. Ils cherchent à donner une interprétation scientifique des forces qui gouvernent le fonctionnement et le développement des activités économiques.

Smith (1759) a montré l'existence de gain de productivité lié à la division du travail ouvrant la perspective d'un cercle vertueux de croissance. Pour lui, la division technique du travail dans l'entreprise est la source de productivité. Il l'illustra par son fameux exemple la manufacture d'épingle. Néanmoins, il

pensait que les progrès de la division du travail étaient limités par les débouchés (la taille du marché).

Ricardo (1817) met davantage en évidence le lien entre l'accumulation du capital et la croissance économique. Son analyse, fondé sur la répartition des revenus et la décroissance des rendements de l'agriculture est pessimiste. Elle le conduit à prévoir une baisse des profits et un état stationnaire, autrement dit un arrêt de la croissance. Ce dernier peut être retardé par la libre importation de blé (qui permet une diminution de salaire et de la rente) ainsi que l'usage de machine dans la production agricole et industrielle.

Dans le capital, Marx (1867) expose également une vision pessimiste de l'évolution du capitalisme. En effet, malgré le caractère dynamique de ce système économique où la production de bien est également une production de plus-value et de profit, des conditions précises doivent être réunies. L'analyse par Marx des « schémas de production » précise ces conditions et montre qu'aucun mécanisme spontané au sein du mode de production capitaliste n'assure qu'elle soit réunie. De plus l'analyse de la production de Marx est complétée par sa loi de baisse tendancielle de taux de profit.

Schumpeter (1911) propose une analyse originale du fonctionnement et de l'évolution du capitalisme. Pour lui, l'évolution de ce système économique se caractérise par la découverte de structures nouvelles qui détruisent et remplacent les structures anciennes. L'impulsion fondamentale qu'il met en mouvement de l'économie est l'innovation qui est le résultat de l'initiative capitaliste. La « destruction créatrice » est ainsi le « le processus de mutation qui révolutionne incessamment de l'intérieur la structure économique. Les innovations sont mise en œuvres par l'entrepreneur et apparaissent en grappe et sont à l'origine des cycles économiques. Néanmoins, l'innovation elle-même deviendra une routine, conduisant ainsi au « crépuscule de la fonction d'entrepreneur ». En effet, le

progrès technique devient de plus en plus l'affaire d'équipe de spécialiste qui travaille au sein des grandes firmes. « L'unité industrielle géante parfaitement bureaucratisée n'élimine pas seulement, en expropriant leurs possesseurs, les firmes de taille petite ou moyenne, mais, en fin de compte, elle élimine également l'entrepreneur et exproprie également la bourgeoisie en tant que classe... » (Capitalisme, socialisme et démocratie, 1942). Il pense que la croissance économique est un facteur exogène en citant comme facteur de croissance l'innovation de la technologie, les progrès techniques, les nouveaux débouchés et la superstructure. Donc pour maintenir l'équilibre, il faut agir sur ces facteurs.

Dans un article publié en 1928 (*Increasing Returns and Economics Progress*), Young (1928) prend pour point de départ l'analyse d'Adam Smith selon laquelle « la division du travail dépend de la taille du marché » et lui donne une portée plus large. Young ne se cantonne pas à la division du travail au sein de l'entreprise et étend son raisonnement à la division sociale du travail, c'est-à-dire, sur l'ensemble des productions des entreprises au sein de l'économie. Pour lui, la division du travail se traduit par un recours à un détour de production plus long et par une spécification croissante des branches, ces deux dimensions se renforçant mutuellement. Il en résulte des rendements croissants renforcés par une économie d'échelle interne et externe qui sont à l'origine de la croissance.

Romer (1986) a renouvelé l'analyse de l'investissement comme facteur de la croissance. Il propose en 1986 un modèle basé sur les phénomènes d'externalité entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celle des autres firmes, concurrentes ou non. En effet, l'investissement dans les nouvelles technologies est le point de départ de nouveaux apprentissages par la pratique : amélioration des équipements en place, travaux d'ingénierie (agencement des techniques existantes), augmentation de la compétence des travailleurs...or, ce

savoir qui ne peut être approprié par la firme qui le produit se diffuse inévitablement aux autres firmes.

Pour North (1973), les facteurs habituels avancés comme variables explicatives de la croissance, l'accumulation du capital, la technologie et les économies d'échelles ne sont pas les causes de la croissance économique, ils n'en sont que la manifestation. Les causes de la croissance doivent être recherchées dans les « incitations à une organisation efficiente » dans l'aptitude de la société à mettre en œuvre des « arrangements institutionnels » qui bénéficient autant aux individus qu'à la société.

Say discrimine explicitement l'industrie de l'homme du travail afin de reconstruire la triade d'Adam Smith (travail, terre, capital) à partir de sa propre théorie de production : « J'appelle travail l'action survit à laquelle on se livre pour exécuter une des opérations de l'industrie ou seulement une partie de ces opérations » (Say, 1803). La question des capacités et de la connaissance donne lieu à une critique de Say envers Smith parce que l'auteur écossais rassure tout ce qui a été dit précédemment au concept de travail en édulcorant l'ensemble des opérations et les qualités industrielles (Say 1840)

Dans un modèle présenté en 1966, Kaldor est considéré comme l'initiateur de présenter l'industrialisation comme un facteur déterminant du développement économique. "Fast rates of growth are almost invariably associated with the fast rate of growth of the secondary sector, mainly manufacturing, and...this is an attribute of an intermediate stage of development" (Kaldor, 1966, 7).

Dans la même ligne de recherche, Chenery et al. (1986) ont étudié la relation entre l'industrialisation et la croissance économique. "Is industrialization necessary to continued growth? Our models of the transformation suggest that the answer is generally yes. (...) We conclude that –on both empirical and theoretical grounds– a period in which the share of manufacturing rises

substantially is a virtually universal feature of the structural transformation”.(Chenery et al.,1986,350).

Ainsi, Murphy et al. (1989) supposent qu'une croissance rapide est effectuée par un développement industriel. “Virtually every country that experienced rapid growth of productivity and living standards over the last 200 years has done so by industrializing. Countries that have successfully industrialized –turned to production of manufactures taking advantage of scale economies– are the ones that grew rich, be they 18th-century Britain or 20th-century Korea and Japan”. (Murphy et al., 1989, 1003).

L'investissement en tant que facteur de la croissance endogène a été introduit par Romer (1986) en se référant au travail d'Arrow (1962). Romer assume que la croissance d'une nation peut être permanente. Il suggère que les externalités positives technologiques sont le résultat d'une accumulation du capital physique, ce qui donne la qualification de «connaissance», même si la référence implicite est certainement celle du capital physique. De plus, Lucas (1988) a développé un modèle de croissance endogène centré sur le capital humain, qui peut être accumulé par le biais de certaines activités dont les plus importantes sont l'éducation, la formation, la santé et l'innovation. La troisième catégorie des modèles de croissance endogène est basée sur des explications schumpétériennes, où l'innovation. Romer (1990) et Aghion et Howitt (1992) ont développé deux modèles où l'innovation technologique et l'investissement dans la recherche et développement sont considérés comme déterminants de la croissance à long terme. Dans cette même lignée, l'industrialisation peut être considérée comme un facteur de la croissance endogène. En outre, cette relation entre le développement de l'industrie et la croissance peut être expliquée par le processus schumpétérien de «la destruction créatrice». Selon Barro (1990), les dépenses du gouvernement dans l'infrastructure sont considérées comme un facteur de croissance de la performance du secteur privé productif. Par

conséquent, les dépenses publiques génèrent des externalités d'amélioration de la productivité dans le secteur privé, et permettent une croissance endogène. Grossman et Helpman (1991) ont proposé un modèle où la croissance économique est dépendante de l'ouverture de l'économie à l'extérieur. Une ouverture qui ouvre la porte aux transferts technologiques et aux nouveaux marchés. En 1993, Pagano a également analysé théoriquement le rôle du développement financier dans l'allocation efficace des ressources financières et donc à la croissance économique.

L'école classique des organisations, fondée sur un courant de pensée empirique se référant à la pratique de dirigeants d'entreprise et d'ingénieurs, se développe suivant deux axes : scientifique et organisationnel. L'entreprise est alors considérée comme une machine, dont les ouvriers sont l'un des rouages. Les principes de cette école sont : la division du travail ; la spécialisation des tâches ; l'unicité de commandement ; la hiérarchisation des fonctions. Pour Taylor, l'entreprise doit être organisée (organisation scientifique) selon les principes suivants: Spécialiser et séparer ; recourir à des méthodes scientifiques pour définir la besogne de chacun ; choisir l'individu le mieux qualifié; former l'ouvrier à l'efficacité et le payer correctement; surveiller les performances individuelles et collectives. Pour Henri Fayol l'unicité du commandement conditionne la performance économique. Diriger une entreprise consiste à mettre en œuvre les principes d'organisation : organiser, coordonner, commander, contrôler, prévoir et planifier. L'entreprise doit répartir ses activités selon les six fonctions suivantes: la fonction technique; la fonction commerciale; la fonction financière; la fonction comptable; la fonction de sécurité; la fonction administrative. Weber affirme que les sources organisationnelles du commandement sont fondées sur trois types de pouvoir à savoir: la tradition; le charisme et la bureaucratie. Henri Ford modifiera quelque peu les principes organisationnels de Taylor. Pour lui, le travail doit se faire à la chaîne.

L'école des relations humaines se développe à la fin des années 1930, en réaction à l'école classique rationaliste (déshumanisation du travail qui a réduit l'homme à l'état de machine, salaire au rendement, cadences infernales...) qui montre ses limites à travers un absentéisme important et une montée des conflits sociaux durs. Il faut un nouveau modèle. Il sera fondé sur le courant de pensée qualitatif, qui met l'homme au centre de sa réflexion en lui rendant sa dignité et en donnant au travail un sens plus humain. Cette école permet de faire ressortir l'impact des facteurs psychologiques sur la productivité des entreprises. Son initiateur, Mayo (1880–1949), ne rejette pas globalement les fondements de l'organisation taylorienne. Les principes de cette école reposent sur : la notion de groupe ; la responsabilisation de l'individu ; l'intérêt donné au travail ; la reconnaissance sociale des individus.

Né aux États-Unis pendant la seconde guerre mondiale, le courant mathématique est un mouvement fondé sur la pensée quantitative. Il se situe dans le prolongement de l'école classique rationaliste de Taylor. Ce courant fait appel aux disciplines scientifiques, qui utilisent les mathématiques, pour mettre en place des outils d'aide à la prise de décisions.

Il a été favorisé par le développement de l'informatique, et a permis de codifier les méthodes de gestion de projet (méthode PERT1...) pour conduire et développer de grands projets industriels. Les principes de cette école sont : la formalisation mathématique des problèmes de gestion ; le traitement de l'information ; le développement d'outils d'aide à la prise de décision ; le développement des méthodes de gestion de projet ; l'utilisation des moyens informatiques.

L'école néoclassique, inspirée par l'école classique, poursuit son œuvre en utilisant les acquis du courant psycho-sociologie de l'école des relations humaines, et emprunte les outils développés par le courant mathématique. Elle

s'est développée sur des bases pragmatiques résultant de l'expérience de dirigeants d'entreprise et de la réflexion de grands cabinets de conseils. Ses principes sont : la maximisation du profit, qui est un indicateur de mesure de la performance de l'entreprise ; l'entreprise considérée comme moteur économique de la société, créatrice de richesse ; les individus placés en situation de concurrence ; les meilleurs accédant aux postes de direction.

Dans leur théorie de capital humain, deux économistes de l'école de Chicago, Schuitz et Becker ont établi une relation entre le capital humain et la production des entreprises. Chaque individu est en effet « propriétaire » d'un certain nombre de compétence, qu'il valorise en les vendant sur le marché du travail. La production des entreprises est une partie dépendante du niveau du capital humain de toute l'économie dans la mesure où une entreprise est plus efficace lorsqu'elle est dans un environnement de main-d'œuvre qualifiée. Il est alors naturel de souligner que la tendance plus que séculaire dans les pays occidentaux à un allongement de la durée moyenne de la scolarité est une cause non négligeable de la croissance.

La théorie C-K (pour concept-knowlege ou concept-connaissance) esquissée par Armand Hatchuel en 2014 puis développée par Hatchuel et son collègue Weil est une théorie de créativité. Elle prône un espace de réflexion, dont l'architecture est réglée par la théorie des ensembles, partant d'un concept sur lequel le groupe de réflexion va greffer des caractéristiques supplémentaires qui induiront des manques dans l'espace des connaissances. Cette théorie est appliquée dans plusieurs contextes industriels depuis 1998, principalement en France, en Suède et en Allemagne. Elle est généralement utilisée comme une méthode augmentant la capacité d'innovation de conception. La théorie C-K a également inspiré de nouveaux principes de gestion de l'innovation collaborative, dans le but de surmonter les limites des méthodes de gestion de

conception standard. Elle a été étendue au procédé de la transformation de matière première et de l'énergie en 2015.

## **PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE**

Ce paragraphe consiste à préciser notre méthode d'analyse et à spécifier d notre modèle.

### **A- Méthode d'analyse**

Dans le but d'atteindre l'objectif général de notre étude ainsi que les objectifs spécifiques et hypothèses sous-jacentes, l'analyse sera empiriquement menée. Les hypothèses formulées seront élucidées par un modèle économétrique aux fins d'analyses plus indiqués.

Ainsi le modèle mettra en évidence les facteurs explicatifs de l'industrialisation au Bénin.

### **B- Spécification du modèle**

Pour énumérer les facteurs explicatifs de l'industrialisation en République du Bénin, nous envisageons d'utiliser un modèle de croissance. La formulation de ce modèle s'inspire de la fonction de type COBB-DOUGLAS qui exprime la production en fonction du capital et du travail.

$Y = f(k,l)$ , soit

$$Y = AK^\alpha L^\beta \text{ avec } 0 < \alpha < 1 ; 0 < \beta < 1 \text{ et } \alpha + \beta = 1$$

Où Y est la production, K le stock de capital, L la main d'œuvre, A est le niveau de technologie et d'efficacité de l'économie,  $\alpha$  et  $\beta$  sont des élasticités de production respectives aux facteurs K et L. De plus, les rendements d'échelle sont constants sous forme de log linéaire. La fonction peut s'écrire :

$$\log Y = \log A + \alpha \log K + \beta \log L + \varepsilon t$$

Ici Y est représentée par l'activité industrielle (SI), le stock de capital sera représenté par l'investissement direct étranger (IDE) et la formation brute du capital (FBC). De plus en tenant compte de la spécificité de l'économie béninoise, nous avons décidé d'introduire dans ce modèle une autre variable telle que l'importation de marchandises (IMP). Ainsi la forme log linéaire de la fonction revient à :

$$\log SI = \alpha_1 \log IDE + \alpha_2 \log FBC + \alpha_3 \log IMP + \mu t$$

Avec :

SI : production du secteur industriel, comme variable dépendante

IDE : investissements directs étrangers qui sont des entrées nettes d'investissement pour acquérir une participation durable (10 % ou plus des actions avec droit de vote) dans une entreprise opérant au sein d'une économie autre que celle de l'investisseur. C'est la somme des fonds propres, des bénéfices réinvestis, des autres capitaux à long terme et des capitaux à court terme comptabilisés dans la balance des paiements. Cette série montre les flux entrants nets (flux nets d'investissement moins les désinvestissements) des investisseurs étrangers dans l'économie déclarante. Elle est introduite dans ce modèle pour apprécier sa contribution sur la production industrielle.

FBC : est un agrégat qui mesure l'investissement en capital fixe des différents agents économique résidant. Elle est introduite dans ce modèle pour apprécier sa contribution sur la production industrielle.

IMP : importations de marchandises qui indiquent la valeur c.a.f. des marchandises reçues du reste du monde évaluée en dollars américains courants ; introduite dans ce modèle pour expliquer la faible production du secteur industriel.

$\alpha_1$  : élasticité du SI par rapport à l'IDE

$\alpha_2$  : élasticité du SI par rapport à la FBC

$\alpha_3$  : élasticité du SI par rapport à l'IMP

$\mu_t$  : terme d'erreur

D'après la théorie économique, nous pouvons émettre les hypothèses suivantes sur les signes attendus des paramètres des variables.

**Tableau 1** : Signe attendu des paramètres des variables.

Conformément à la théorie économique, spécialement les travaux de Romer (1986), l'investissement est un facteur de la croissance. Pour lui, en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production et aussi celle des autres. D'après cette théorie, nous émettons que la FBC et les IDE entant qu'investissements ont d'effets positifs sur la production industrielle.

Les importations désignent l'ensemble des achats de marchandises à l'extérieur d'un pays. En terme keynésien, les importations représentent une fuite hors du circuit économique dont l'augmentation entraine une baisse du revenu national et de l'emploi. D'après cette théorie, nous émettons que l'IMP a un effet négatif sur la production nationale donc sur la production industrielle. Ainsi nous avons le tableau suivant :

Variabes	IDE	FBC	IMP
<b>Signes</b>	+	+	-

Source : Réalisé par les auteurs

### C- Procédure d'estimation

D'après cette partie, nous aborderons les différentes étapes à suivre pour l'estimation ; les travaux liés aux traitements économétriques (étude de stationnarité des variables, régression, tests statistiques...) seront également

effectués grâce au logiciel Stata. L'approche méthodologique adoptée pour l'étude économétrique compte les étapes suivantes :

### **1- Etude de stationnarité**

Pour étudier la stationnarité de nos variables, nous utiliserons les tests de Dickey-Fuller Augmenté (ADF). Si  $|ADF \text{ calculé}| > ADF \text{ théorique}$  ; alors la variable est stationnaire.

D'après Quinet (1969), un processus est stationnaire si la loi qui régit chacune des variables est aléatoire et indépendante du temps. Une série chronologique est de nature stationnaire si seulement si elle est la réalisation d'un processus stationnaire.

Par contre la non stationnarité est souvent caractérisée par la présence d'une racine unitaire dans les séries ou par la rupture dans la tendance étudiée

Si les résultats issus de ce test révèlent que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau, nous passerons à un test de Co-intégration.

### **2- Etude de test de Co-intégration**

Les tests de Co-intégration se font soit par l'approche d'Engle et Granger (1987), soit par l'approche de Johansen. L'approche de Johansen permet par la méthode du maximum de vraisemblance de tester l'existence d'une relation de long terme dans les séries temporellement stationnaire et d'obtenir les vecteurs de Co-intégration, dans un cadre multi-varié. Contrairement à l'approche d'Engle et de Granger qui ne tient compte que d'une seule relation de Co-intégration, celle de Johansen paraît plus attrayante. Lorsqu'on veut tester la Co-intégration dans un système de plusieurs variables, cette approche est basée sur deux tests :

- Le premier appelé statistique de trace teste l'existence d'au moins n vecteur de Co-intégration d'un système comportant (N-n) variables.
- Le second dénommé statistique de la valeur propre maximale traite l'existence exacte de n vecteur de Co-intégration contre l'alternative de n+1 vecteur. La présence d'une relation de Co-intégration nécessite une correction du modèle (ECM) : Error Correction Model ou MCE : Modèle à correction d'erreur.

### **3- Etude du modèle à correction d'erreur(MCE)**

Si l'étape précédente met en évidence des relation de Co-intégration, l'étude se fera à ce niveau sur le modèle ECM qui fournit des élasticités des variables aussi bien pour le court terme que pour le long terme.il traduit le degré d'influence des variables exogènes sur la variable endogène.

Dans le cas contraire nous allons poursuivre l'analyse de la méthode des Moindres Carré Ordinaire (MCO). Si la variation des MCO est relative à la qualité statistique et économétrique de l'estimation, on effectue les tests suivants :

-le test de Student pour apprécier la qualité individuelle des coefficients. Si ( $|t_{calculé}| > t_{théorique}$ ) alors le coefficient est significativement différent de zéro.

-le test de Fischer est le coefficient de détermination ajusté pour la qualité globale du modèle. Si ( $|F_{calculé}| > F_{théorique}$ ) alors le modèle est globalement bon.

-le test de Breusch-Golfrey et la statistique de D. Watson seront utilisés pour vérifier s'il y a auto-corrélation des erreurs et enfin la méthode de Cochrane Orcutt sera utilisée pour corriger l'auto-corrélation des erreurs le cas échéant.

Après l'estimation des coefficients du modèle par les MCO, il convient de s'intéresser à la stabilité des coefficients.

La stabilité des coefficients est importante quand on cherche à comprendre les mécanismes économiques et à faire des prévisions. La non stabilité des coefficients peut refléter des phénomènes ponctuels dans le temps (crise, dévaluation, changement de politique...);

Les tests utilisés pour vérifier la stabilité sont au nombre de deux :

- le CUSUM (Cumulative SUM) fondé par sur la somme cumulée des résidus récurrents.

Il permet d'étudier la stabilité des équations de régression au cours du temps. Si les coefficients sont stables, alors les résidus récurrents doivent rester dans l'intervalle défini pour des seuils de confiance de 5%. Dans le cas contraire le modèle est réputé instable.

- le CUSUM SQ (Cumulative SUM Square) fondé sur la somme cumulée du carré des résidus récurrents permet de détecter des modifications aléatoires (ponctuelles) dans le comportement du modèle. Les coefficients sont stables au cours du temps, alors les résidus récurrents carrés doivent rester dans l'intervalle de confiance.

Ces tests sont fondés sur la dynamique de l'erreur de prévision. Ils permettent de déterminer les instabilités structurelles des équations de régression et d'étudier l'erreur de prévision normalisée au cours du temps.

#### **D- Source des données**

Les données utilisées sont essentiellement des données secondaires ; donc la collecte des données a été focalisée sur la recherche et l'exploitation documentaire auprès de la Banque Mondiale. Elles couvrent la période de 1981

à 2014 compte tenu de la disponibilité des données concernant toutes les variables de l'étude.

### **E- Méthode de vérification des hypothèses**

Nous abordons à présent les stratégies de vérification de nos hypothèses.

#### **1- Hypothèse 1**

Pour vérifier cette hypothèse qui stipule que le secteur industriel contribue faiblement à la croissance économique au Bénin, nous allons faire une étude comparative des courbes de la valeur ajoutée créée par l'industrie et celle de la croissance du PIB.

**Règle de décision** : l'hypothèse 1 est vérifiée si la production issue du secteur industriel contribue au PIB à moins de 33%

#### **2- Hypothèse 2**

Pour vérifier cette hypothèse qui stipule que les importations de marchandises ont un effet négatif sur la production industrielle, nous allons utiliser les résultats de nos estimations.

**Règle de décision** : cette hypothèse est vérifiée si le coefficient associé à la variable IMP a un signe négatif

**CHAPITRE 2 :**  
**PRESENTATION, INTERPRETATION DES RESULTATS ET**  
**RECOMMANDATIONS**

## **SECTION 1 : RESULTATS : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION**

Pour cette présente section, nous présenterons d'une part quelques situations économiques du Bénin et l'analyse des graphiques et d'autre part, nous présenterons et analyserons les résultats de nos estimations.

### **PARAGRAPHE 1 : PRESENTATION DE QUELQUES SITUATIONS ECONOMIQUES DU BENIN ET ANALYSE GRAPHIQUE**

Ce paragraphe s'articule autour de deux sous paragraphes :

#### **Sous paragraphe 1 : Présentation de quelques situations économiques du Benin**

Ici nous allons présenter d'une part les potentialités du secteur industriel et d'autre part nous ferons ressortir quelques contraintes liées à ce secteur au Bénin.

##### **A- Potentialités du secteur industriel**

Il faut d'abord souligner que le Bénin a subi un profond changement passant sans effusion de sang ni d'autres obstacles d'un régime marxiste-léniniste à une démocratie multipartite dont la constitution et les lois électorales sont basées sur le modèle des démocraties occidentales. Le pays est devenu ouvert à la liberté d'entreprise dans une économie entièrement libérale et dans un contexte de stabilité politique.

##### **1- Potentialités géographiques**

La position géographique fait du Bénin un pont naturel entre le Nigéria, le Ghana, la Côte d'Ivoire via le Togo et une ouverture sur l'océan atlantique pour les pays enclavés tels que le Niger et le Burkina-Faso ou encore le Mali. Le secteur industriel Béninois peut profiter de cet avantage en misant sur les services, l'import-export et le transit pour se développer. L'aspect géographique le plus important est évidemment la proximité avec le Nigéria. Plusieurs acteurs du secteur privé Béninois entretiennent des relations avec le Nigéria mais comme source d'approvisionnement et comme opportunité de marché. Ils sont unanimement conscients des avantages que représente la proximité du marché Nigérian en termes de marché pour leurs produits. Cependant, si cette localisation géographique leur confère un avantage, celle-ci demeure insuffisante pour garantir un accès stable à ce marché. En effet une bonne partie des opérateurs béninois qui évoluent dans l'industrie considèrent qu'ils ne sont pas compétitifs avec le Nigéria en raison de l'évolution jusqu'ici défavorable du différentiel d'échange entre les deux pays. En dehors de ce différentiel, d'autres facteurs limitaient également l'accès du géant au producteur béninois. Ce sont les difficultés de commercialisation, les problèmes de convertibilité de la monnaie et surtout le manque de crédibilité des partenaires nigériens qui rendent difficile l'établissement de toute relation d'affaire. Peu de transaction se font directement entre entreprises par le biais d'attentes contractuelles. Les potentialités du réseau de relation avec les acteurs nigériens existent mais sont malheureusement encore très faiblement exploitées.

## **2- Potentialités en ressources**

Parallèlement à l'avantage qui fait du Bénin d'un pays de transit, une plaque tournante du commerce régional et sous régional, on peut à partir de ces nombreuses potentialités, réussir une stratégie basée sur la transformation économique efficace de certaines ressources.

Au niveau des produits agricoles, l'ère des exportations des produits bruts est dorénavant dépassée car devenue peu créatrice de valeur ajoutée. Le Bénin devra s'élancer dans une politique d'exportation des produits différenciés. Aussi dans l'agriculture, plusieurs filières telles que le manioc, l'orange, la papaye, le sésame sont très porteuses et pourront percées les marchés du nord si elles respectent des conditions telles que :

- La qualité des produits ;
- La régularité des approvisionnements ;
- Le respect continu des normes physiques ;
- Et surtout un prix compétitif ;

Au niveau des activités de type industriel, dans le cas du Bénin, deux voies possibles doivent être considérées comme complémentaires :

- Une industrialisation basée sur les atouts géographiques et en tant que plaque tournante du commerce régional ;
- Une industrie émergente de la transformation des ressources agricoles, minières, forestières et halieutiques.

Ces activités industrielles devraient se développer essentiellement au moyen d'une promotion des PME et micro entreprises.

## **B- Contraintes au développement du secteur industriel**

Le développement du secteur industriel au Bénin est affecté par une série de contraintes et faiblesses.

### **1- Contraintes et faiblesses structurelles**

Ces contraintes et faiblesses qui découlent de l'analyse ci-dessus du contexte socio-économique du secteur sont suffisamment connues pour qu'il suffise d'en rappeler les principales :

- Faiblesse d'un tissu industriel peu diversifié à valeur ajoutée insuffisante ;
- Faiblesse des infrastructures nécessaires à la promotion des entreprises ;
- Faiblesse de la formation technique et économique, ou son inadaptation aux activités productives ;
- Faiblesse de la productivité des activités économiques ;
- Insuffisance des services liés à l'industrie ;
- Très faible capacité d'innovation ;
- Inexistence jusqu'ici d'une politique industrielle claire et cohérente et de programmes d'action adaptés.

Il s'agit là de contraintes de fond qui ne se résolvent ni facilement ni dans le court terme. Des délais parfois très longs sont nécessaires pour les desserrer. Elles mettent en jeu à la fois les progrès d'ensemble de l'économie et des modifications de comportement. Ces contraintes ont pour conséquence de créer un environnement difficile pour le secteur industriel, générateur de désavantages affectant la compétitivité de l'appareil national productif.

## **2- Les contraintes liées à la situation socio-économique**

Le Bénin traverse une phase de remise en ordre de son économie exprimée par la mise en œuvre d'une politique d'ajustement structurel. Dans toute la mesure où celle-ci vise à rétablir les équilibres économiques et financiers, elle paraît incontournable. Il n'est donc pas imaginable de développer une politique et des programmes en faveur du secteur industriel qui viendraient contredire les bases de cette politique d'ajustement structurel.

Dans ce contexte, les actions en faveur de ce secteur doivent privilégier le renforcement des capacités d'adaptation et de croissance des entreprises. Dans l'immédiat, le programme d'ajustement structurel apporte au secteur privé des éléments significatifs d'amélioration de son environnement :

- La libéralisation du commerce extérieur ;

- L'amorce de la simplification et l'allègement du cadre réglementaire ;
- La mise en place d'un cadre d'incitation économique ;
- La simplification fiscale et douanière.

Mais en même temps, un certain nombre de contraintes de court terme sont introduites vis-à-vis du secteur privé. Parmi elles, les plus importantes concernent :

- La contraction de la demande ;
- La difficulté à définir une stratégie d'ensemble cohérente et à fournir des appuis institutionnels harmonisés à partir des différentes structures d'Etat sensées concourir à la promotion de ce secteur.

Au total, les contraintes liées à l'ajustement structurel limitent forcément les marges de manœuvre, dès qu'il s'agit d'imaginer des mesures de soutien au développement des activités privés qui ont des incidences qui pourraient contredire les exigences du rétablissement des équilibres économiques et financiers.

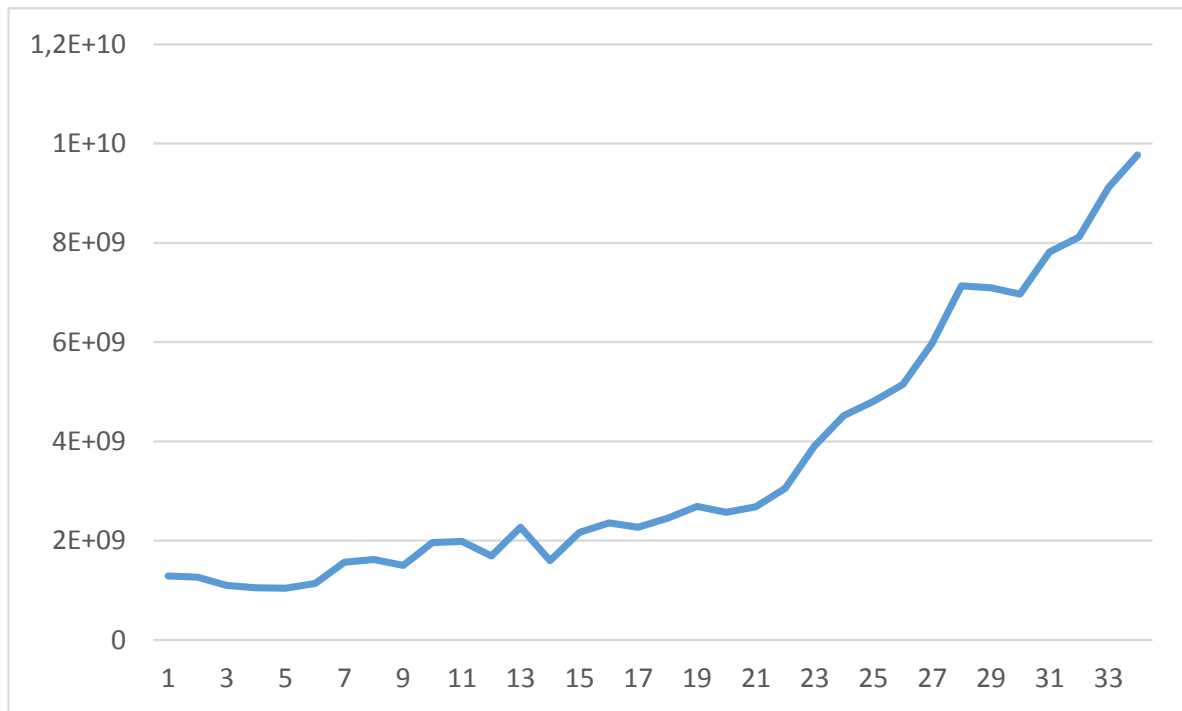
Les effets de quelques facteurs explicatifs du secteur industriel en République du Bénin pourront être analysés grâce aux résultats des estimations du modèle présenté dans le chapitre 1.

A cet effet il sera procédé à l'analyse de quelques facteurs explicatifs (IDE, IMP, FBC) sur le comportement de la valeur ajoutée créée par le secteur industriel au Bénin.

## Sous-paragraphe 2 : Analyse graphique

### A- Analyse de quelques facteurs explicatifs

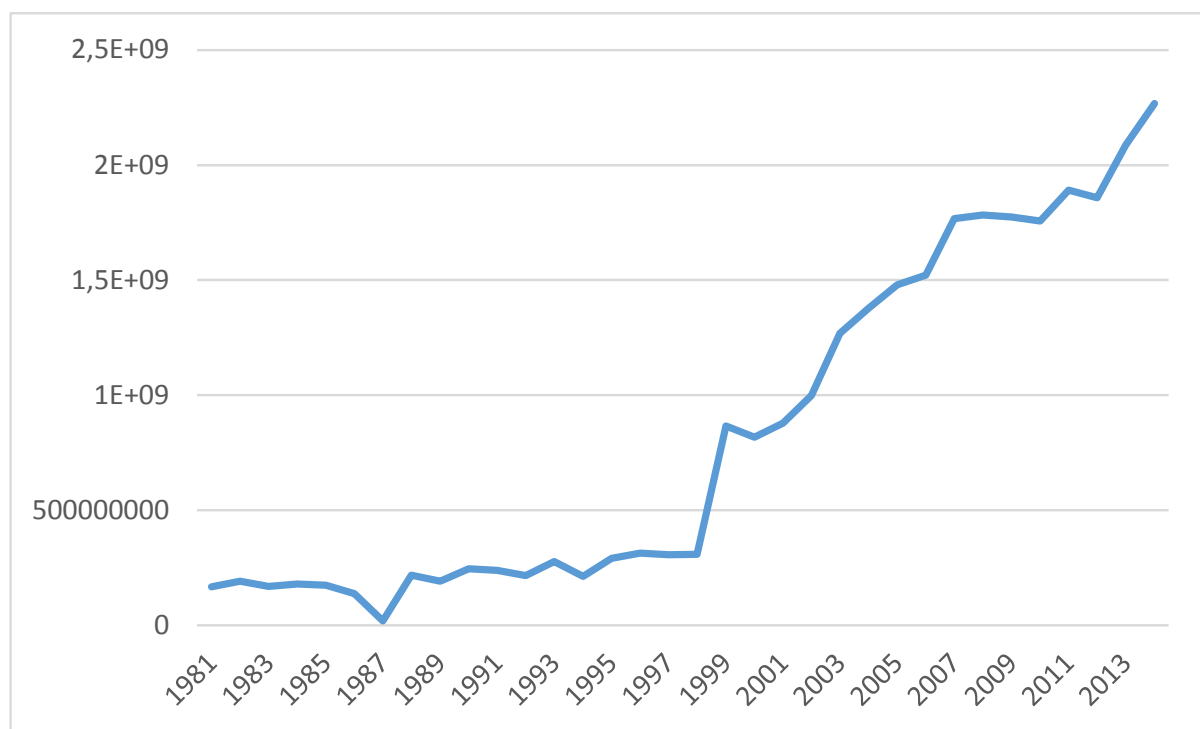
**Graphique 1 :** Evolution du Produit Intérieur Brut(PIB) en milliards de dollars de la période 1981-2014 au Bénin



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Le graphique montre une évolution presque régulière du PIB dans le temps. Cette croissance du PIB pourrait s'expliquer par les efforts que mène le pays dans le but de faire accroître sa production.

**Graphique 2 :** Evolution de la production du secteur industriel en millions de dollars de la période 1981-2014 au Bénin.



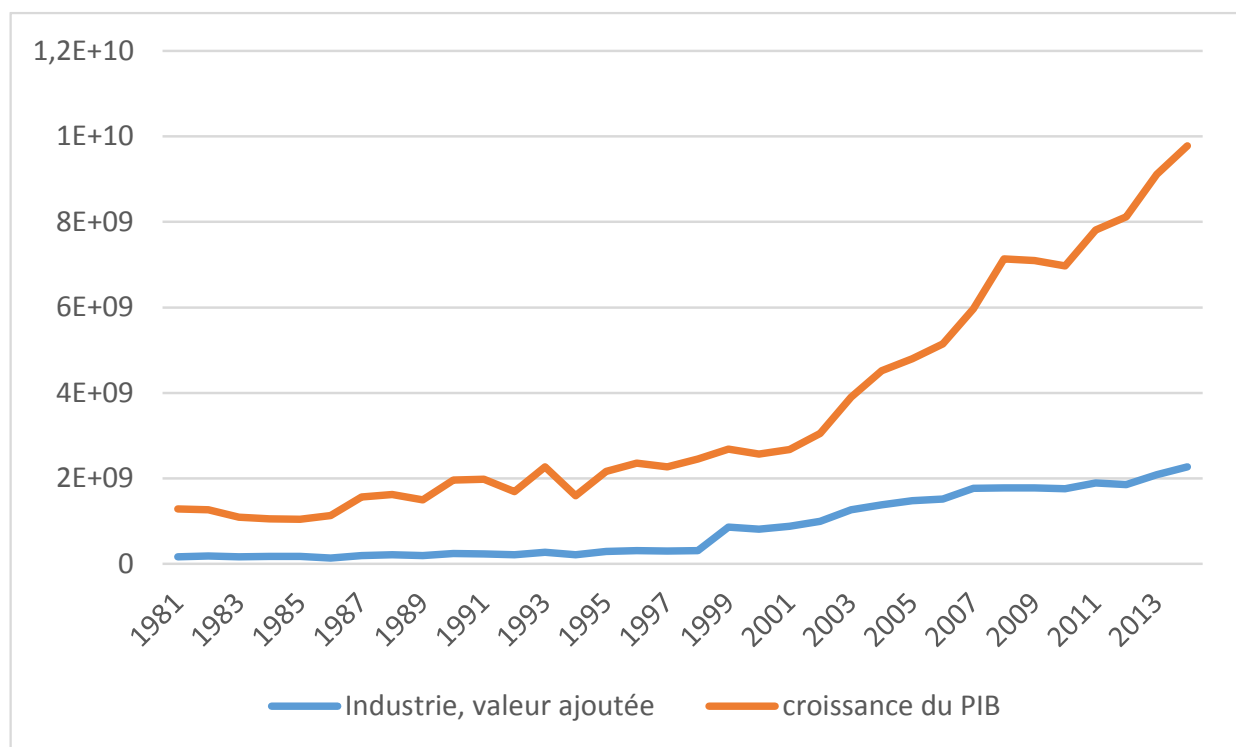
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale

Le graphique traduit l'évolution de la production du secteur industriel de 1981-2014.

La production du secteur industriel est presque constante de 1981-1986 d'une valeur de 0,2 milliard de dollars US, suivie d'une légère augmentation d'environ 0,15 milliard en 1998. De 1999 à 2014, on note une augmentation considérable de la production allant jusqu'à 2,2 milliards de dollars US. Cette évolution pourrait s'expliquer par la mise en œuvre des réformes dans ce secteur surtout à partir des années 2000.

## B- Etude comparée

**Graphique 3 :** Etude comparée de l'évolution de la production du SI et du PIB de 1981-2014 au Bénin.



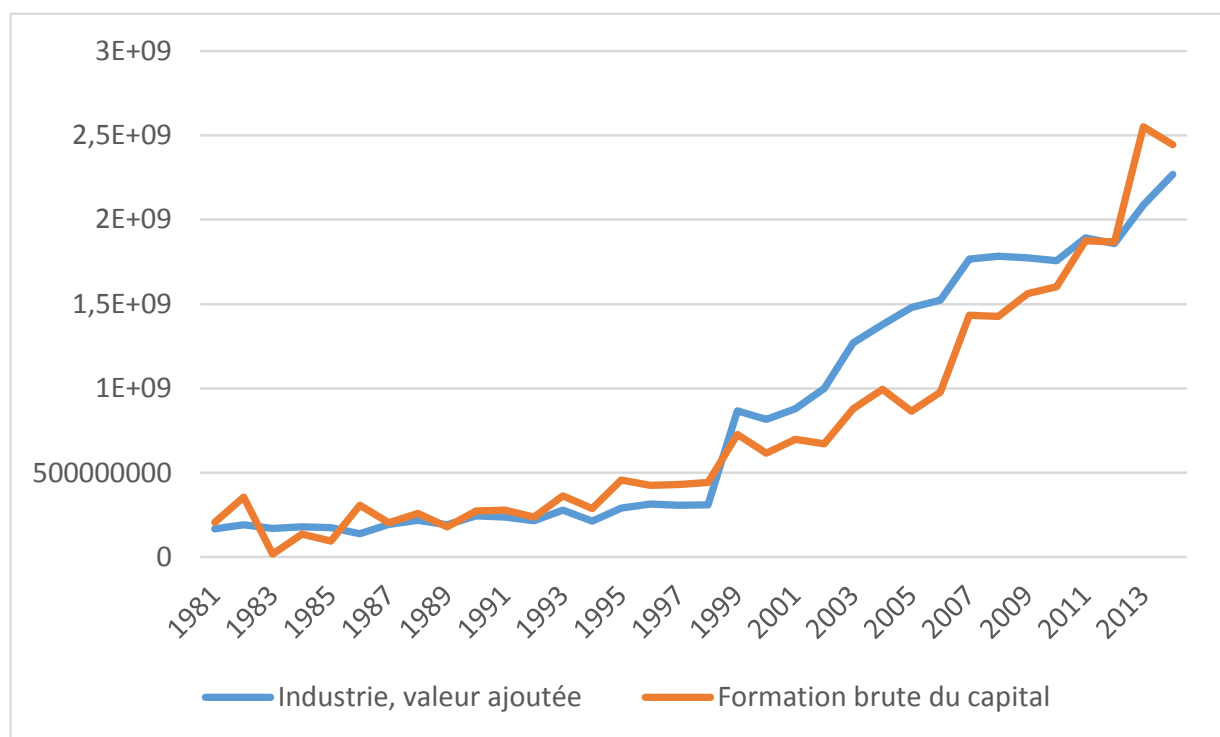
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale.

La courbe de la production du SI et celle du PIB présentent une évolution presque régulière sur toute la période de l'étude.

De 1981 à 1986, on note une constante des deux courbes, environ 1,1 milliard pour le PIB et 0,16 milliard pour la production du SI. A partir de 1987 à 1999, on constate une légère croissance des deux courbes passant de 1,5 milliard à 2,5 milliards pour le PIB et de 0,19 milliard à 0,81 milliard pour la production du SI. A partir des années 2000, on note une évolution importante des deux variables allant jusqu'à 9,7 milliards pour le PIB et 2,2 milliards pour l'industrie en 2014.

A travers cette évolution parallèle des deux courbes sur toute la période de l'étude, on note que la production du SI a sa contribution dans la croissance du PIB.

**Graphique 4 :** Etude comparée de l'évolution de la production du SI et de la Formation Brute du capital(FBC).



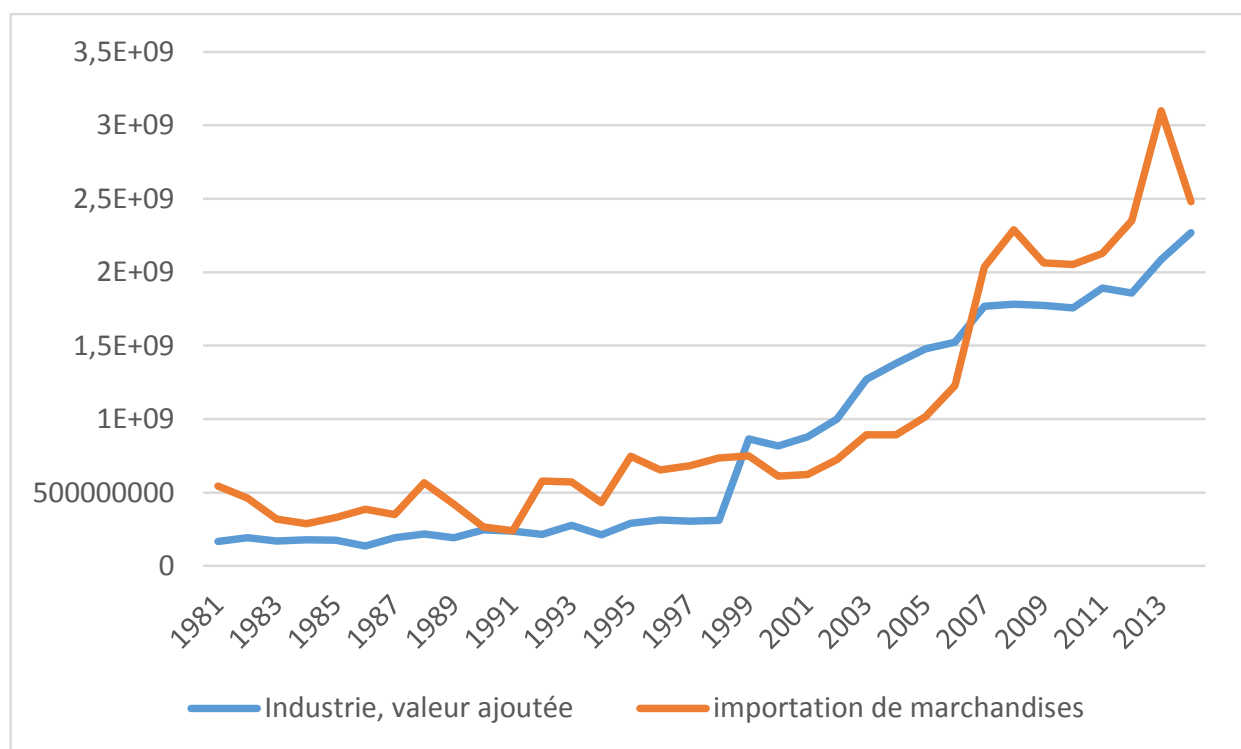
Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale.

De 1981 à 1986, on constate une évolution de la courbe de la FBC excepté l'année 1983 où elle a connu une chute considérable alors celle de la production du SI est restée constante sur cette période. Entre 1986 et 1992, on note que ces deux variables ont affiché une légère croissance et confondues d'une valeur égale à 0,23 milliard. Sur la période 1992-1998, on constate que cette croissance se poursuit et avec un détachement des deux courbes ; la courbe de la FBC prend le dessus sur celle de la production du SI avec une valeur allant respectivement jusqu'à 0,44 et 0,3 milliard. De 1999 à 2014, s'en suit une importante

croissance des deux variables mais celle de la production du SI passant au-dessus de celle de la FBC.

De cette étude, nous pouvons dire que la FBC est un facteur explicatif de la production du SI.

**Graphique 5 :** Etude comparée de l'évolution de la production du SI et de l'importation de marchandises(IM) de 1981-2014 au Bénin.



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale.

L'étude comparée de ces courbes nous permet de distinguer trois périodes d'analyse :

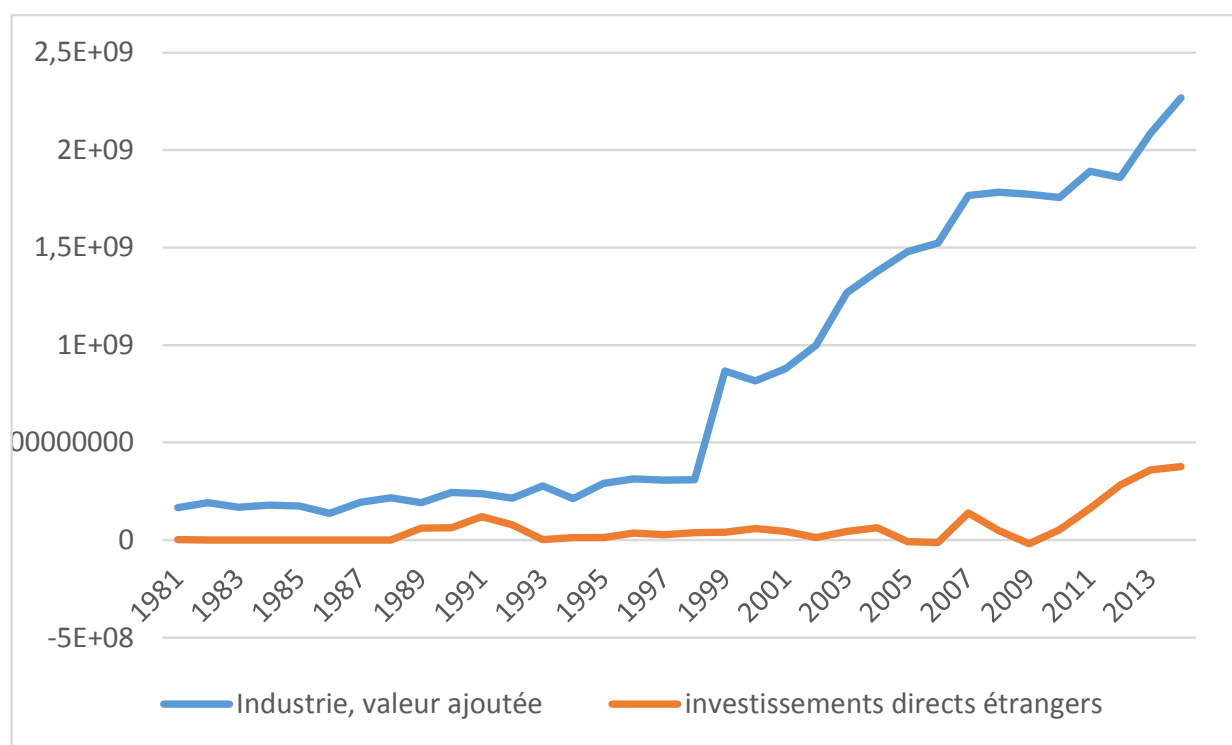
De la première période allant 1981 à 1999, nous constatons que l'importation de marchandises est supérieure à la production du SI excepté des années 1990 et 1991 où ces deux variables semblent avoir des valeurs très proches.

Sur la période 1999-2007 c'est la courbe de la production qui est au-dessus de celle de l'importation de marchandises avec une croissance des deux variables.

Entre 2007 et 2014, la croissance des deux courbes se poursuit avec cette fois-ci une reprise de la courbe de l'IM sur celle de la production du SI.

Il ressort de cette étude que l'importation de marchandises est à priori une variable qui influence négativement la production du SI.

**Graphique 6 :** Etude comparée de l'évolution de la production du SI et des Investissements Directs Etrangers(IDE)



Source : Réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale.

L'étude comparée de ces deux courbes montre que ces deux variables évoluent de façon non parallèle. Ainsi, nous constatons que sur la période de 1981-1998 il y a faible augmentation de la production du secteur industriel. Il s'en suit d'une croissance sur le reste de la période. Quant à la courbe des IDE, elle est presque constante sur la période 1981-2007 excepté de 1989-1993 où elle a

connu une brève augmentation. A partir de 2009, les IDE commencent par croître considérablement jusqu'en 2014.

A travers cette étude, nous pouvons dire à priori que les IDE expliquent peu la production du secteur industriel.

## **PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS**

Nous procéderons aux différents tests de diagnostic.

### **A- Tests de diagnostic**

#### **1- Test de stationnarité**

Afin de déterminer les divers ordres d'intégration des séries, nous avons fait le test de DICKEY-FULLER AUGMENTE (ADF) en niveau et en différence première (voir annexe 2). Les résultats de ces tests sont consignés dans le tableau ci-après :

**Tableau 2 :** Test ADF en niveau des variables

Variables	t-calculé	t-lu	p-value	Décision
SI	1,123	-2,978	0,9954	Non stationnaire
IDE	0,113	-2,978	0,9669	Non stationnaire
IMP	-0,036	-2,978	0,9554	Non stationnaire
FBC	1,130	-2,978	0,9955	Non stationnaire

Source : Réalisé par les auteurs à partir des résultats du test.

Le test de stationnarité en niveau pour chacune des variables montre que la valeur de l'ADF est supérieure à la valeur critique au seuil de 5%. Nous retenons donc que toutes les variables ne sont pas stationnaires en niveau. Il convient donc de passer en différence première pour suivre l'analyse.

**Tableau 3 : Test ADF en différence première**

Variabes	t-calculé	t-lu	p-value	Décision
SI	-6,098	-2,980	0,0000	stationnaire
IDE	-4,786	-2,980	0,0001	stationnaire
IMP	-5,354	-2,980	0,0000	stationnaire
FBC	-7,994	-2,980	0,0000	stationnaire

Source : Réalisé par les auteurs à partir des résultats du test.

Ici la statistique de l'ADF en valeur absolue est supérieure à la valeur critique pour chacune des variables au seuil de 5%. Il apparait donc que toutes les variables sont stationnaires en différence première

## 2- Test de Co-intégration : test de Johansen

Après avoir estimé le modèle de long terme, nous avons constaté qu'aucune variable n'est stationnaire en niveau. Ceci nous amène à tester l'existence d'une relation de co-intégration pour le modèle. Le test de Johansen nous a permis de retenir qu'il existe une seule relation de co-intégration au seuil de 5% pour le modèle (voir annexe 3). Cela nous laisse envisager l'estimation du modèle à correction d'erreur.

## B- Estimation du modèle

### 1- Estimation du modèle de long terme

**Tableau 4 : Résultat d'estimation du modèle du long terme**

variables	Coefficient	t-statistic	prob
C	2,55e+07	0,49	0,629
IDE	-2,359743	-3,86	0,001
IMP	-0,2251283	-1,23	0,227
FBC	1,528391	6,80	0,000

R-squared= 0,9370
Prob (F-statistic)= 0,0000
F-statistic= 164,55
Nbre d'observation= 34

Source : Réalisé par les auteurs à partir des résultats du test

On constate que les coefficients associés aux variables IDE et FBC sont statistiquement significatifs au seuil de 5% car leur probabilité respective 0,001 et 0,000 est inférieure à 5% tandis que la variable IMP ne l'est pas.

Ce modèle sous forme linéaire est :

$$\log SI = 2,55e^{+07} - 2,359 \log IDE - 0,225 \log IMP + 1,528 \log FBC$$

## 2- Modèle de court terme

**Tableau 5** : Résultat d'estimation du modèle de court terme

Variabes	Coefficients	t-statistic	Probabilité
C	3,44e+07	2,07	0,048
DIDE	-0,415328	-0,87	0,390
DIMP	-0,0176476	-0,17	0,865
DFCB	0,5205902	2,24	0,033
Res(-1)	-0,1667633	-0,99	0,332

Source : Réalisé par les auteurs à partir des résultats de l'estimation.

Le coefficient associé au terme d'erreur retardé (-0,1667633) est négatif et significativement différent de zéro au seuil de 1%. Il existe bien un mécanisme à correction d'erreur. (Voir annexe 7)

## 3- Test de significativité globale

Ce résultat est issu de l'estimation du modèle de long terme et celui de court terme. En effet, le modèle est globalement significatif car les probabilités de

Fisher statistique étant respectivement de 0,0000 et 0,0480 à long terme et à court terme sont inférieures à 0,05 (voir annexe 4 et 7).

Autrement dit la production du secteur industriel est expliquée par l'ensemble des variables indépendantes du modèle à 93% ( $R^2 = 0,9370$ ) et témoigne une bonne qualité de l'ajustement du modèle.

### **PARAGRAPHE 3 : INTERPRETATION ET VALIDATION DES HYPOTHESES**

#### **A- Interprétation des résultats**

##### **1- Long terme**

Le coefficient associé à la variable FBC est significativement différent de zéro au seuil de 1% et explique positivement la production du secteur industriel. Toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% de la FBC entraîne une augmentation de 1,528% de la production du SI. Cela montre que la FBC est un déterminant de la production du SI

L'IDE a une influence négative sur la production du SI, donc n'a pas son signe attendu. Ce résultat est autant plus étonnant que la théorie économique stipule que l'entrée des IDE dans un pays doit avoir une influence positive sur sa production. Ceci pouvait se traduire par le fait que les IDE entrant au Bénin ne sont pas utilisés à des fins industrielles. Significatif au seuil de 5%, toute augmentation de 1% de l'IDE entraîne une diminution de 2,359% de la production du SI. Seul le coefficient associé à la variable IMP est non significatif au seuil de 5% et à son signe attendu. Il a une influence négative sur la production du SI. Donc une augmentation de 1% de l'IMP entraîne une diminution de 0,225% de la production du SI, ce qui est conforme à la théorie économique selon laquelle une toute augmentation des importations influence

négativement le PIB et puisque la production du SI contribue au PIB, elle aurait aussi une influence négative sur la production du SI.

## **2- Dynamique à court terme**

Le coefficient associé à la variable FBC est significativement différent de zéro au seuil de 5% et explique positivement la production du secteur industriel à court terme. Toute chose étant égale par ailleurs, toute augmentation de 1% de la FBC entraîne une augmentation de 0,52% de la production du SI. Cela montre que la FBC est un déterminant de la production du SI à long terme qu'à court terme.

Comme à long terme, le coefficient associé à l'IMP n'est pas significatif au seuil de 5% mais a son signe attendu. En effet toute augmentation de 1% de l'IMP entraîne une diminution de 0,017% de la production du SI. Par contre, le coefficient des IDE a un effet négatif et significatif sur la production du SI à court terme. Toute augmentation de 1% de l'IDE entraîne une diminution de 0,41% de la production du SI. Cela s'expliquerait par le fait que les IDE au Bénin sont en général des investissements de long terme mais son influence négative sur la production du SI à long terme qu'à court terme reste absurde dans le cas de notre étude.

## **B- Validation des hypothèses**

### **Hypothèse 1**

Elle suppose que l'économie béninoise dépend faiblement du secteur industriel. Cela signifie que la valeur ajoutée créée par le SI devrait contribuer peu à la croissance économique Béninoise. En effet à travers une étude comparative des courbes de la production du SI et du PIB, nous constatons que sur toute la période d'étude, ce secteur participe à 25% au maximum au PIB d'après les données de notre étude ; ce qui est minimal par rapport à la contribution du

secteur agricole et les services dans le PIB. Alors l'hypothèse 1 est vérifiée, elle est donc acceptée.

Par conséquent, l'économie béninoise dépend faiblement du secteur industriel.

## **Hypothèse 2**

Selon cette hypothèse, la faible contribution du secteur industriel à la croissance économique béninoise est liée à une forte importation de marchandises. Cela signifie que la variable importation doit avoir une influence négative sur la production du secteur industriel. Les résultats d'estimation du modèle montrent que le coefficient associé à l'IMP est négatif à court terme et à long terme. Alors l'hypothèse 2 est également vérifiée et donc acceptée.

Par conséquent, la faible contribution du secteur industriel à la croissance économique béninoise est liée à une forte importation de marchandises.

## **SECTION 2 : LIMITES ET RECOMMANDATIONS**

### **PARAGRAPHE 1 : LIMITES DE L'ETUDE**

La principale limite de la recherche est liée aux difficultés rencontrées lors de la collecte des données. Loin de prétendre avoir totalement décortiqué les facteurs explicatifs de la production industrielle, cette étude reconnaît ses insuffisances liées aux variables explicatives. Le modèle aurait été meilleur s'il y avait des données disponibles pour les variables telles que la population active, l'exportation de haute technologie, la potentialité énergétique etc.

### **PARAGRAPHE 2 : RECOMMANDATIONS**

L'étude de l'industrialisation et de la croissance économique au Bénin doit amener l'Etat Béninois à formuler de politiques susceptibles de stimuler et de

redynamiser le SI. Pour pérenniser et accentuer la croissance de ce secteur au Bénin, nous formulons un certain nombre de recommandations à savoir :

- ❖ Créer un environnement et des conditions favorables au développement du secteur industriel ;
- ❖ Développer le tissu industriel du Bénin afin de transformer une grande partie des produits Béninois avant l'exploitation pour susciter une plus grande valeur ajoutée ;
- ❖ Améliorer la qualité de la production locale pour relancer le SI qui demeure porteur de croissance d'un pays ;
- ❖ Promouvoir les exportations en vue de freiner les importations ;
- ❖ Le gouvernement doit mettre en place une politique des grands travaux et perfectionner la qualité des infrastructures existantes pour permettre la circulation des biens produits ;
- ❖ L'Etat doit poursuivre la mise à jour des textes juridique existants et procéder à l'adoption de nouveaux textes dans le but de sécuriser et de protéger l'investissement privé. Il doit aussi instaurer un dialogue avec le secteur privé pour faire de ce secteur son rôle de moteur de la croissance économique.

## **CONCLUSION**

La présente recherche a permis de déterminer quelques facteurs qui expliquent la faible participation du secteur industriel dans la croissance économique béninoise. Elle s'est fixée comme objectifs spécifiques, celui de montrer la contribution du secteur industriel à la croissance économique béninoise d'une part, et de montrer l'effet négatif de l'importation de marchandises sur la production du secteur industriel d'autre part. Pour cela, nous nous sommes basés sur les deux hypothèses précédemment citées.

En ce qui concerne l'hypothèse 1, d'après les données de notre étude, il ressort que le secteur industriel est le secteur le moins participatif à la production nationale. Cela traduit le niveau faible voire embryonnaire du tissu industriel béninois. Par rapport à l'hypothèse 2, après estimation, le coefficient associé à la variable importation est négatif et non significatif. Cela implique que l'importation n'est pas assez importante pour expliquer la production du SI au Bénin même si elle a un effet négatif sur la production industrielle.

Au total, les recommandations ont été formulées pour une amélioration du fonctionnement du SI au Bénin. Pour l'essentiel, ces recommandations se résument en quelques points : assainissement du cadre macroéconomique ; amélioration du climat des affaires favorable au décollage industriel ; promotion des exportations...

## **REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

- Bourbonnais R. (2000), « Econométrie », collection Dunod 3<sup>e</sup> édition, Paris, France
- BEN AMAR Mohamed, le rôle de l'industrialisation dans la croissance économique : une analyse comparative entre les pays nord africains et les pays industrialisés, TIME University, Tunisie
- Coudert Virginie, croissance et démographie dans les pays industrialisés
- Doucouré F. (2007), « Méthode économétrique : cours et travaux pratique »
- Engle R.E. et Granger C.W.J. (1987), “co-intégration and error correction representation, estimation and testing” *Econometrica* P.55
- FAGBITE Florentin et ESSOUN Adéyémi (2015), « Capital humain et croissance économique au Bénin : cas de la commune de Kétou », Mémoire de licence en sciences économiques, option économie, Université d'Abomey-Calavi FASEG/Bénin
- Kouadio Arsène (2009), Etat politique technologique et croissance économique en Afrique : une étude comparative sur trois pays africains
- Institut Nationale de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) : les entreprises industrielles au Bénin (2010), rapport thématique
- ONONO Guy-Didier, l'industrialisation comme facteur d'intégration économique des pays membres de la CEMAC, analyse théorique
- Otoo kwabena Nyarko (septembre 2013), Politiques industrielles en Afrique de l'Ouest.

# **ANNEXES**

**ANNEXE 1 : LES DONNEES DE L'ETUDE**

Années	FBC	IMP	IDE	SI
1981	206579230.56	543000000	2090299	166554504.64
1982	354978028.16	464000000	-12173	191434579.47
1983	18620919.83	318000000	10497	168683622.65
1984	136647412.17	288000000	11443	179743915.54
1985	94114151.1	331000000	-90000	174634035.93
1986	306747547.29	387000000	1100000	137468345.27
1987	203113589.38	349000000	100000	19373912.024
1988	259239373.6	568000000	0	217112975.39
1989	180275329.68	421000000	62096190	192293684.99
1990	274395706.2	265000000	62376777	244996166.25
1991	278101300.4	241000000	120780807	238372543.2
1992	237344142.84	578110000	77570727	215305043.86
1993	363929266.24	571330000	1403787	277496065.51
1994	287653667.76	431100000	13648840	212544098.96
1995	455621722.71	745670000	13329502	290730051.63
1996	425000985.84	654280000	35717376	314028506.2
1997	430977292.22	681000000	27015295	306220707.63
1998	441916664.76	736000000	37952255	309341665
1999	726242737.86	749000000	39264307	866111709.6
2000	616604842.32	613000000	59736541	817001416.07
2001	696855622.06	623000000	43858542	879110169.37
2002	672049638.04	724785000	13508120	998910143.81
2003	879180561.36	891795000	44731566	1269244011.1
2004	994713457.54	893775000	63844349	1379034566.1
2005	864666507.78	1018000000	-8785365	1479540468.9
2006	977052348.01	1228000000	-12352500	1522144710

2007	1432688431.7	2037000000	139006087	1766982399.1
2008	1426557479.4	2289374000	48016408	1783196849.2
2009	1561383716.6	2064237000	-18732014	1774299678
2010	1603155405.8	2053879000	53454933	1756500705.5
2011	1875379477.4	2128782000	161091309	1891007639.8
2012	1866933214.8	2350000000	281564661	1858816113.9
2013	2551024217	3100000000	360240965	2086373370.6
2014	2443839183.8	2480646635	377358669	2267882762.5









## ANNEXE 5 : TEST D'HETEROSCEDASTICITE

LM test for autoregressive conditional heteroskedasticity (ARCH)

lags ( $p$ )	chi2	df	Prob > chi2
1	1.364	1	0.2429

H0: no ARCH effects vs. H1: ARCH( $p$ ) disturbance

## ANNEXE 6 : TEST DE STATIONNARITE SUR LE RESIDU

Dickey-Fuller test for unit root Number of obs = 33

Test Statistic	Interpolated Dickey-Fuller			
	1% Critical Value	5% Critical Value	10% Critical Value	
Z(t)	-3.618	-3.696	-2.978	-2.620

MacKinnon approximate p-value for Z(t) = 0.0054

## ANNEXE 7 : ESTIMATION PAR MCO DE LA RELATION DU MODELE DYNAMIQUE DE COURT TERME

Linear regression

Number of obs = 33  
F( 4, 28) = 2.75  
Prob > F = 0.0480  
R-squared = 0.3587  
Root MSE = 1.1e+08

dsi	Robust		t	P> t	[95% Conf. Interval]	
	Coef.	Std. Err.				
dide	-.415328	.4755544	-0.87	0.390	-1.389457	.5588011
dimp	-.0176476	.1029709	-0.17	0.865	-.228574	.1932789
dfbc	.5205902	.2324008	2.24	0.033	.0445388	.9966416
res	-.1667633	.1688831	-0.99	0.332	-.5127047	.1791781
_cons	3.44e+07	1.66e+07	2.07	0.048	284612.6	6.84e+07

## TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT .....	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENT .....	iii
SOMMAIRE .....	iv
LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES.....	v
LISTE DES TABLEAUX.....	v
LISTE DES GRAPHIQUES .....	v
LISTE DES SIGLES ET ABREVIATIONS .....	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT .....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 : CADRE THEORIQUE, ORGANISATIONNEL ET INSTITUTIONNEL .....	3
SECTION 1 : CADRE INSTITUTIONNEL ET THEORIQUE.....	4
PARAGRAPHE 1 : PRÉSENTATION DU CADRE DE L'ÉTUDE ET ACTIVITÉS DE STAGE.....	4
A- Localisation et organisation.....	4
1- Localisation .....	4
2- Structure organisationnelle.....	5
a- Direction de la Prévision et de la Conjoncture (DPC).....	5
b- Direction des Assurances (DA).....	6
c- Direction de la Gestion et du Contrôle du portefeuille de l'Etat (DGCE).....	7
d- Direction de l'Intégration Régionale (DIR).....	8
e- Direction de la Promotion Economique (DPE) .....	8
B- Déroulement du stage.....	9
PARAGRAPHE 2 : PROBLEMATIQUE, OBJECTIFS ET HYPOTHESES .....	10
A- Problématique et intérêt de l'étude.....	10

B- Objectif général et objectifs spécifiques .....	12
1- Objectif général .....	12
2- Objectifs spécifiques .....	12
C- Hypothèses.....	13
SECTION 2 : REVUE DE LITTERATURE ET METHODOLOGIE.....	13
PARAGRAPHE 1 : REVUE DE LITTÉRATURE.....	13
PARAGRAPHE 2 : METHODOLOGIE DE RECHERCHE .....	21
A- Méthode d'analyse.....	21
B- Spécification du modèle .....	21
C- Procédure d'estimation.....	23
1- Etude de stationnarité .....	24
2- Etude de test de Co-intégration .....	24
3- Etude du modèle à correction d'erreur(MCE) .....	25
D- Source des données.....	26
CHAPITRE 2 : PRESENTATION, INTERPRETATION DES RESULTATS ET RECOMMANDATIONS.....	28
SECTION 1 : RESULTATS : PRESENTATION, ANALYSE ET INTERPRETATION.....	29
PARAGRAPHE 1 : PRESENTATION DE QUELQUES SITUATIONS ECONOMIQUES DU BENIN ET ANALYSE GRAPHIQUE .....	29
Sous paragraphe 1 : Présentation de quelques situations économiques du Benin .....	29
A- Potentialités du secteur industriel.....	29
1- Potentialités géographiques.....	29
2- Potentialités en ressources.....	30
B- Contraintes au développement du secteur industriel.....	31
1- Contraintes et faiblesses structurelles .....	31
2- Les contraintes liées à la situation socio-économique .....	32
Sous-paragraphe 2 : Analyse graphique .....	34

A- Analyse de quelques facteurs explicatifs.....	34
B- Etude comparée .....	36
PARAGRAPHE 2 : PRESENTATION ET ANALYSE DES RESULTATS .....	40
A- Tests de diagnostic.....	40
1- Test de stationnarité.....	40
2- Test de Co-intégration : test de Johanssen.....	41
B- Estimation du modèle .....	41
1- Estimation du modèle de long terme.....	41
2- Modèle de court terme.....	42
3- Test de significativité globale .....	42
PARAGRAPHE 3 : INTERPRETATION ET VALIDATION DES HYPOTHESES .....	43
A- Interprétation des résultats.....	43
1- Long terme.....	43
2- Dynamique à court terme .....	44
B- Validation des hypothèses .....	44
SECTION 2 : LIMITES ET RECOMMANDATIONS.....	45
PARAGRAPHE 1 : LIMITES DE L'ETUDE.....	45
PARAGRAPHE 2 : RECOMMANDATIONS.....	45
CONCLUSION .....	47
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	48
ANNEXES .....	49
TABLE DES MATIERES .....	58